



A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-07 du 29 avril 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. La Représentante au Commerce Katherine Tai s'est déplacée en Ecosse en début de semaine dans le cadre du dialogue Royaume-Uni/États-Unis en matière de politique commerciale
2. La nouvelle ambassadrice américaine à l'OMC se prononce en faveur d'une réforme du mécanisme de règlement des différends de l'Organisation
3. Le Congrès américain et l'Administration Biden veulent agir pour confisquer les biens et avoirs russes gelés aux États-Unis

Transport et infrastructure

4. La Maison Blanche demande au Congrès de permettre aux États d'exercer une surveillance renforcée des drones

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Les États-Unis et le Royaume-Uni s'engagent à collaborer pour la sécurité alimentaire mondiale

Numérique et innovation

6. Rachat de Twitter par Elon Musk
7. Les États-Unis annoncent la création du Global Cross Border Privacy Rules Forum

Santé

8. Un comité de la chambre des représentants a auditionné le cabinet McKinsey dans le cadre d'une investigation sur des conflits d'intérêt dans la crise des opioïdes

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Représentante au Commerce Katherine Tai s'est déplacée en Ecosse en début de semaine dans le cadre du dialogue Royaume-Uni/Etats-Unis en matière de politique commerciale

La Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai s'est déplacée les 25 et 26 avril à Aberdeen en Ecosse, où elle a tenu au côté de son homologue britannique, Anne-Marie Trevelyan, le deuxième dialogue UK-US en matière de politique commerciale (« *Dialogue on the Future of Atlantic Trade* »). Outre les échanges bilatéraux entre officiels des deux pays, ce déplacement a donné lieu à l'organisation d'une série de tables rondes pour échanger avec des parties prenantes issues du secteur privé, des syndicats et de la société civile. A l'issue de cette rencontre, les Etats-Unis et le Royaume-Uni se sont [engagés](#) à établir, dans les semaines à venir, une feuille de route fixant des livrables économiques dans les domaines suivants : soutenir les PME en matière de politique commerciale ; promouvoir les bénéfices du commerce numérique ; travailler vers une politique commerciale plus inclusive et durable ; promouvoir la résilience des chaînes de valeur ; renforcer la sécurité alimentaire ; soutenir les efforts liés à la lutte contre le changement climatique.

2. La nouvelle ambassadrice américaine à l'OMC se prononce en faveur d'une réforme du mécanisme de règlement des différends de l'Organisation

Lors de sa première participation à la réunion mensuelle de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) le 27 avril, l'ambassadrice américaine auprès de l'Organisation, Maria Pagan, a [affirmé](#) que les Etats-Unis soutenaient une réforme du mécanisme de règlement des différends.

Officiellement entrée en fonctions en mars dernier, la nouvelle ambassadrice a toutefois souligné qu'une discussion sur cette réforme devra intégrer et refléter les intérêts de tous les membres de l'organisation et ne pas préjuger de la forme que devrait prendre un mécanisme de règlement des différends réformé. Dans ce contexte, l'ambassadrice américaine a confirmé que les Etats-Unis avaient initié des consultations avec les autres membres de l'organisation dans le but d'aboutir à une « réforme durable et pérenne ».

3. Le Congrès américain et l'Administration Biden veulent agir pour confisquer les biens et avoirs russes gelés aux Etats-Unis

La Chambre des représentants a [adopté](#) le 27 avril, à une très large majorité (417-8), une proposition de loi appelant l'Administration Biden à saisir les biens gelés aux Etats-Unis des oligarques russes ciblés par les sanctions et à utiliser les fonds pour aider l'Ukraine. Le texte contient une recommandation non contraignante (« *Sense of Congress* ») appelant le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires pour saisir et confisquer les biens et avoirs d'oligarques russes d'une valeur supérieure à deux millions de dollars et à utiliser au profit des Ukrainiens les fonds issus de ces confiscations. Le texte prévoit à cet effet la création d'un groupe de travail inter-agence dirigé par le Département d'Etat et visant à déterminer les mécanismes constitutionnels par lesquels le Président pourrait ordonner ces confiscations.

Dans ce contexte, la Maison Blanche a [dévoilé](#) de son côté le 28 avril une proposition de paquet législatif global comprenant une série de mesures visant à renforcer les moyens dont disposent l'Administration américaine pour saisir les avoirs russes gelés aux Etats-Unis et mobiliser fonds en soutien à l'Ukraine.

Brève :

- L'USTR a [publié](#) le 27 avril son rapport annuel pour 2022 sur la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle par les partenaires commerciaux des Etats-Unis. Le rapport, qui examine les pratiques d'une centaine de pays dans ce domaine, dresse une liste de sept pays placé sous surveillance prioritaire (« *priority watch list* »), dont la Chine, la Russie et l'Inde. Vingt autres pays, dont le Canada, le Mexique et le Vietnam, figurent sur une liste de surveillance moins prioritaire (« *watch list* »). Alors que l'Ukraine figurait l'année dernière sur la liste de surveillance prioritaire, les autorités américaines n'ont pas procédé cette année à l'examen des pratiques du pays en raison de l'« invasion préméditée et non provoquée » du pays par la Russie.

Transport et Infrastructure

4. La Maison Blanche demande au Congrès de permettre aux Etats d'exercer une surveillance renforcée des drones

La Maison Blanche a présenté le 25 avril dans un [communiqué](#) un nouveau plan d'action national pour faire face à la prolifération des aéronefs sans équipage à bord, communément appelés UAS ou drones (« *Domestic Counter-Unmanned Aircraft Systems National Action Plan* »). Si elle note les bénéfices apportés par ces technologies dans les domaines relevant des loisirs, du commerce ou de la recherche, l'administration Biden insiste toutefois sur la montée de certaines utilisations inappropriées ou malveillantes de drones sur le territoire national, mentionnant notamment des usages criminels, de surveillance illégale ou d'espionnage industriel. A travers ce plan qu'elle présente comme le premier à l'échelle inter-agences visant à répondre aux menaces posées par les drones en matière de sécurité intérieure, la Maison Blanche émet plusieurs recommandations pour étendre et renforcer le cadre réglementaire actuel.

La recommandation principale consiste à travailler avec le Congrès pour élaborer une nouvelle proposition législative permettant de prolonger et

élargir les compétences des autorités responsables de la surveillance des drones au sein du Département de la Sécurité intérieure, de la Justice, de la Défense, du Département d'Etat, ainsi que de la CIA et la NASA dans certaines situations limitées. Selon l'administration fédérale, cette proposition de loi devrait s'attacher également à étendre les compétences des forces de l'ordre relevant des différentes entités subfédérales (Etats fédérés, autorités locales, territoriales et tribales), ainsi que des propriétaires et opérateurs d'infrastructures critiques.

Le plan recommande en outre l'ouverture de travaux législatifs avec le Congrès pour clarifier le cadre juridique permettant de caractériser les infractions en matière d'usage des drones et de déterminer les sanctions correspondantes. Les autres recommandations incluent l'amélioration de la coopération sur ces problématiques avec la communauté internationale, et d'autres mesures plus opérationnelles telles que la création d'un centre de formation national, la mise en place d'un registre fédéral des incidents impliquant des drones et le référencement des matériels de surveillance dont les autorités compétentes seront habilitées à s'équiper.

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni s'engagent à collaborer pour la sécurité alimentaire mondiale

Lors du second dialogue sur l'avenir du commerce atlantique, qui se tenait à Aberdeen les 25 et 26 avril, la Représentante américaine au commerce Katherine Tai et la Secrétaire d'Etat britannique au commerce international Anne-Marie Trevelyan ont publié une [déclaration commune](#) dans laquelle les Etats-Unis et le Royaume-Uni s'engagent à prévenir les pénuries alimentaires mondiales découlant de l'invasion russe en Ukraine.

Les deux pays travailleront ensemble pour favoriser un commerce agricole ouvert, prévisible et soumis

à des règles afin d'atténuer les perturbations des chaînes d'approvisionnement agricoles et de contribuer à garantir des systèmes alimentaires plus résilients.

Cette déclaration intervient le lendemain d'un [tweet](#) du ministère de la défense britannique estimant que la récolte de céréales ukrainienne devrait être inférieure d'environ 20 % en 2022 en raison de la réduction des semis, entraînant d'importantes répercussions sur les marchés alimentaires mondiaux et menaçant la sécurité alimentaire mondiale, en particulier dans certains des pays les moins développés économiquement.

Numerique et Innovation

6. Rachat de Twitter par Elon Musk

Le 25 avril, le conseil d'administration de Twitter a [approuvé](#) à l'unanimité une proposition d'acquisition de Twitter par Elon Musk, pour un montant de 44 Md USD. Cette acquisition conduirait au retrait de la cotation de Twitter du New York Stock Exchange (NYSE), Twitter devenant une société non-cotée détenue par Elon Musk. Les actionnaires de Twitter recevraient 54,20USD par action, soit une prime de +38 % par rapport à leur cotation au 1er avril 2022, date à laquelle Elon Musk a acquis 9 % du capital de Twitter. L'acquisition devra être approuvée par les actionnaires de Twitter et par les autorités de concurrence américaines et européennes. L'opération sera soumise au vote des actionnaires de Twitter, à une date qui n'a pas encore été communiquée.

L'acquisition est [financée](#) par un montage à fort effet de levier, reposant en partie sur la mise en garantie des actions Tesla. Le plan de financement, d'un montant total de 46,5 Md USD repose sur trois instruments : (i) un apport direct en fonds propres d'Elon Musk à hauteur de 21 Md USD, (ii) une ligne de crédit de 12,5 Md USD garantie par des actions Tesla appartenant à Elon Musk et (iii) un ensemble de prêts octroyé par plusieurs banques, dont principalement Bank of America, Morgan Stanley et Barclays, pour 13 Md USD au total. Les banques françaises BNP Paribas et Société Générale participent à hauteur de respectivement 1,4 Md USD et 875 M USD.

7. Les États-Unis annoncent la création du Global Cross Border Privacy Rules Forum

Le 21 avril, les États-Unis, le Canada, le Japon, la République de Corée, les Philippines, Singapour, ainsi que Taiwan, ont annoncé la création du [Global Cross Border Privacy Rules Forum](#). Selon la secrétaire d'État au Commerce Gina Raimondo, la création de ce forum « [reflète](#) le début d'une nouvelle ère de coopération multilatérale dans la promotion de flux de données mondiales fiables qui sont d'une importance cruciale pour notre économie moderne ». Le Forum a l'intention d'établir deux certifications de confidentialité des données uniques en leur genre (les *Global Cross Border Privacy Rules* et la *Privacy Recognition for Processors*) qui permettraient aux entreprises à démontrer leur conformité à des normes de confidentialité des données internationalement reconnues.

Brèves

- Le 28 avril, les [États-Unis et 60 partenaires](#) du monde entier, dont la France et la Commission Européenne, ont lancé la [Déclaration pour l'avenir d'Internet](#), qui représente un engagement politique visant à revendiquer la promesse d'Internet face aux opportunités et aux défis mondiaux présentés par le 21e siècle. Les partenaires de la déclaration réaffirment et se réengagent en faveur d'un Internet mondial unique ouvert et favorisant la concurrence, la confidentialité et le respect des droits de l'homme.
- Le chiffre d'affaires d'[Alphabet](#) au premier trimestre, d'un montant de 68 milliards USD, a augmenté de 23% d'une année sur l'autre, son taux de croissance le plus lent depuis fin 2020. Son bénéfice net a chuté de 8,3 %, s'élevant à 16,4 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires trimestriel de [Microsoft](#) a augmenté de 18 % d'une année sur l'autre pour atteindre 49,4 milliards USD et son bénéfice net a augmenté de 8 % pour atteindre 16,7 milliards USD au cours de la même période. Enfin, bien que les revenus publicitaires de [Meta](#) aient totalisé 27,9 milliards USD, en hausse de 6,6 % d'une année sur l'autre, ce chiffre a marqué sa croissance la plus lente depuis que Facebook est devenu public en 2012. Meta a par ailleurs réalisé un bénéfice net de 7,5 milliards USD au premier trimestre.
- Le 27 avril, lors d'un [témoignage](#) devant la commission sénatoriale sur le commerce, Gina Raimondo, Secrétaire au Commerce, a déclaré que le Département du Commerce soutenait [l'American Innovation and Choice Online Act](#), projet de loi antitrust numérique au Sénat, se disant d'accord avec l'objectif de la législation et avec les opinions exprimées dans la [lettre](#) de soutien du Département de la Justice au même projet de loi.
- Le 26 avril, le représentant Lance Gooden (R-Texas) a introduit le [Countering Limitless Overtaking of User Data Act](#), un projet de loi qui enjoindrait au Département du Commerce, au directeur du renseignement national, à la *Federal Trade Commission* (FTC) et à la *Federal Communication Commission* (FCC) de mener une série d'enquêtes sur la manière dont les entreprises chinoises de *cloud computing* opèrent aux États-Unis, sur la question de savoir si leur part de marché à l'étranger constitue une menace pour les entreprises américaines, et sur le soutien qu'elles reçoivent de Pékin.

- Dans un [discours public](#) à Washington DC du 25 avril, Kent Walker, chef des affaires globales de Google, a affirmé que les Etats-Unis avaient besoin d'une loi fédérale sur protection des données personnelles, notamment afin de lutter contre la fragmentation des lois au niveau des Etats fédérés. Il a également qualifié la proposition de Brad Smith (Microsoft), de créer une toute nouvelle agence fédérale pour réglementer l'économie numérique de « chimérique », et y a opposé le travail pratique et réel sur la protection de la vie privée déjà effectué par le Congrès. Google a également publié un [white paper](#) sur la question des pratiques responsables en matière de données.
- Le 25 avril, Meta a annoncé l'ouverture prochaine (le 9 mai) de son [Meta Store](#) en Californie, son premier magasin physique, qui présentera son matériel, notamment son casque de réalité virtuelle Quest 2, et ses lunettes de soleil intelligentes Ray-Ban Stories.
- Un [groupe d'anciens](#) hauts cadres de grandes entreprises technologiques, dont Dustin Moskovitz proche de Mark Zuckerberg, font campagne pour la mise en place d'une surtaxe en Californie de 0,75% sur les revenus au-delà de 5M\$ qui rapporterait 15Mds\$ de recettes sur 10 ans. Elle serait destinée à financer des politiques permettant de mieux préparer la Californie à faire face aux futurs risques pandémiques dont la création d'un Institut de prévention des pandémies.

Santé

8. Un comité de la chambre des représentants a auditionné le cabinet McKinsey dans le cadre d'une investigation sur des conflit d'intérêt dans la crise des opioïdes

Le comité de la chambre des Représentants sur la supervision et la réforme (*Oversight and Reform*) a [questionné](#), le 27 avril, le cabinet de conseil McKinsey sur des questions de conflit d'intérêt et sur son rôle dans la crise des opioïdes. Selon le rapport d'enquête préliminaire du Comité sur les activités de Mc Kinsey, [publié](#) le 13 Avril, le cabinet a dans le même temps conseillé la *Federal Drug Administration* (FDA) sur des problématiques de sécurité des médicaments et le groupe pharmaceutique Purdue Pharma pour des conseils de ventes sans informer la FDA de façon adéquate. Mc Kinsey est également accusé d'avoir valorisé ses liens étroits avec les institutions réglementaires et sa connaissance de leur fonctionnement pour signer des contrats avec des entreprises privées dont Purdue Pharma. Bob Sternfel, le Directeur des affaires Publiques, a nié cette accusation mais a cependant admis que l'entreprise avait échoué dans l'anticipation de cette crise de santé publique.

Brèves

- L'Administration Biden [a annoncé](#) vouloir rendre la pilule anti-Covid Paxlovid, commercialisée par Pfizer, plus accessible à la population. Ainsi toutes les pharmacies pourront commander et vendre ces pilules. Cette mesure s'insère dans la stratégie de lutte contre la Covid-19.
- La commission sénatoriale de la Santé, de l'éducation, du travail et des retraites continue ses [auditions](#) pour la négociation des users fees. Après les entreprises, ce sont les directeurs des centres de la FDA qui sont entendus. Ces users fees sont négociés tous les 5 ans et constituent une source de revenus important pour la FDA mais une contrainte économique pour les sociétés pharmaceutiques et biotech.
- Northwell, un des plus grands réseaux d'hôpitaux de New York [a annoncé](#) son partenariat avec Teladoc, leader de la télémédecine, pour déployer la plateforme de télémédecine dans tout son réseau hospitalier.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDT, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)